



Bilan de synthèse des recrutements des maîtres de conférences en France en 2025

n°20 décembre 2025

La Lettre de l'OMASP

**Observatoire
des Métiers Académiques
de la Science Politique**

Rapport rédigé par Marie-Hélène Sa Vilas Boas (Université Côte d'Azur)

La Lettre de l'OMASP

N°20, décembre 2025

Bilan de synthèse des recrutements des maîtres de conférences en France en 2025

Rapport rédigé par Marie-Hélène Sa Vilas Boas (Université Côte d'Azur)

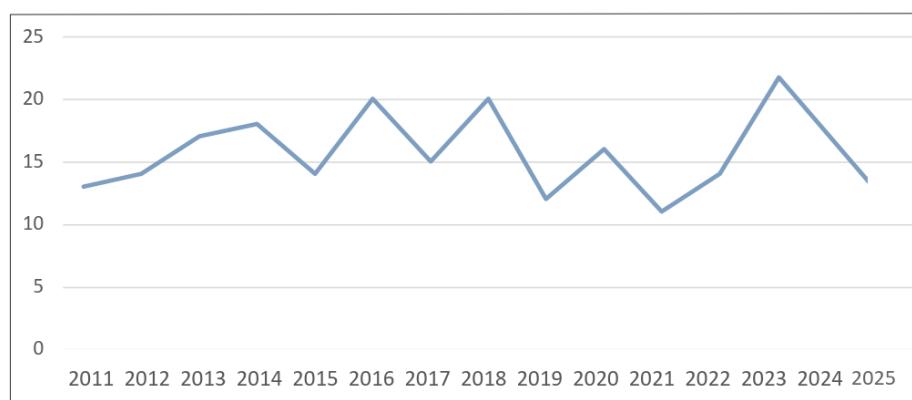
Exceptionnellement, la *Lettre de l'OMASP* qui fait le bilan de synthèse des recrutements de cette année paraîtra en deux temps. Après ce premier volet sur les recrutements de MCF viendra le volet portant sur les recrutements de PU.

1.1. Les postes mis au concours

La session de recrutement synchronisée de MCF de 2025 se caractérise par une nouvelle diminution du nombre de postes ouverts au concours par rapport aux deux années précédentes : 14 postes (dont trois associés à plusieurs sections), contre 17 en 2024 et 22 en 2023. Sur le moyen terme – soit les quinze dernières années –, les sessions synchronisées aboutissent, en moyenne, à l'ouverture d'une quinzaine de postes MCF. Les années où plus d'une vingtaine de postes sont mis au concours constituent des exceptions, généralement liées à la publication de supports rattachés à plusieurs sections. À l'inverse, les années où le nombre de postes est faible – à peine une dizaine – tendent à se multiplier depuis 2019. Rapportés au nombre de candidatures déposées sur les postes les plus généralistes (114 dossiers sur le poste de « sociologie politique » ouvert à l'Université de Strasbourg pour 2025), ces chiffres mettent en évidence la faiblesse de l'offre. Notons qu'en 2025, comme les années précédentes, quelques collègues qualifiés en science politique ont été recrutés sur des postes relevant de la section 19. C'est notamment le cas à l'IEP de Bordeaux, où un poste profilé « Sociologie des territoires et politiques du territoire » a abouti au recrutement d'un chercheur formé en science politique.

S'agissant des postes associés à plusieurs sections, un seul des trois a été attribué à une politiste de formation en 2025 (Paris 1-IEDES), tandis que les deux autres ont conduit à la nomination de candidats issus d'autres sections, l'histoire contemporaine pour l'UPEC et un candidat formé en histoire et lettres anglaises pour l'IEP de Grenoble.

Tableau 1 : Nombre de postes de maîtres de conférences mis au concours en section 04 (2011-2025)



La répartition des ouvertures de postes de MCF en 2025 confirme les tendances observées les années précédentes : la moitié des postes sont situés en région parisienne (7 sur 14). En région, les postes ont été ouverts soit dans des universités où des équipes sont en pleine expansion et ont récemment créé une licence de science politique (Université de Rouen Normandie), marquant l'investissement des collègues dans le développement de la discipline au sein de leur établissement ; soit dans des universités où les équipes sont déjà relativement étoffées (Université de Strasbourg et Université de Bordeaux) ; soit enfin dans des établissements où la science politique demeure faiblement représentée (Université de Brest). Comparativement aux années antérieures, les IEP ont proportionnellement ouvert davantage de postes (4 sur 14).

Type d'établissement		Laboratoire de rattachement	Référence Galaxie	Sections
Universités				
	Université de Bordeaux	Institut de recherche Montesquieu	250299	04
	Université de Brest	Lab-Lex	251756	04
	Université Paris 1 -IEDES	Développement et sociétés	252048	04 ; 19
	Université Paris 1	CESSP	252052	04
	Université Paris 8	CRESPPA	250165	04
	Université Paris 10	ISP		04
	Université Paris-Est Créteil	LIPHA	251779	4, 22
	Université de Rouen Normandie	CUREJ	252310	04
	Université de Strasbourg	SAGE	250089	04
	Université Versailles St Quentin	CESDIP	252154	04
IEP				
	IEP de Grenoble	CESICE ou Institut de Langues et culture	251565	04 ; 11 ; 19, 22
	IEP de Fontainebleau-Université Paris-Est Créteil	LIPHA	251928	04
	Sciences po Lille	CERAPS	250284	04
	IEP de Lyon	TRIANGLE	251119	04

Au-delà du secteur public, plusieurs écoles privées de formation ont également recruté des collègues de grande qualité, ce qui témoigne de la consolidation d'institutions privées au sein de l'offre de formation en science politique. C'est notamment le cas d'ESPOLE, qui a ouvert un poste contractuel pour un MCF ou un professeur spécialisé sur le Moyen-Orient ou l'Asie ; de l'ICP, qui a publié une offre de recrutement pour un MCF en sociologie de l'action publique, politiques publiques ou sociologie politique ; et de l'Université catholique de l'Ouest, qui a recruté un MCF sur un profil généraliste.

Si ces supports permettent à leurs titulaires d'exercer le métier dans de bonnes conditions, alors que le nombre de postes ouverts au concours dans la fonction publique demeure insuffisant pour intégrer toutes celles et ceux qui répondent aux attendus de la discipline, ils signalent également la progression du secteur privé dans l'offre de formation. Cette évolution appelle une réflexion collective sur ses conséquences, en termes de perception de la science politique par les étudiant.e.s et quant aux inégalités potentielles qu'elle est susceptible de renforcer entre les eux.

1.2. Profil des postes et recrutements

Concernant le profilage des postes, la session 2025 prolonge une tendance déjà observée les années précédentes, légèrement atténuée en 2024, celle de la diminution du nombre de postes généralistes. Les postes de sociologie politique comptent pour une part importante (7 postes) et portent sur des objets classiques (notamment la sociologie électorale) ou des thèmes plus récemment investis par les chercheur·es, tels que le genre ou l'environnement.

Comme les années antérieures, les dimensions internationales sont affichées dans les profils de plusieurs des postes ouverts au concours (4 des 12 postes de science politique).

Notons qu'aucun poste en théorie politique n'a été ouvert cette année et qu'un seul poste véritablement généraliste a été mis au concours.

Établissement	Profil	Sous-champ
Université de Brest	Action publique, territoire et environnement	Action publique
Université de Bordeaux	Relations internationales et politiques de sécurité	Relations internationales
Université Paris 1 -IEDES	Sociologie politique des risques, crises et conflictualités dans les Suds	Politique comparée/sociologie politique
Université Paris 1	Genre et politique	Genre/ sociologie politique
Université Paris 8	Comportements politiques et élections	Sociologie électorale
Université Paris 10	Sociologie politique de l'environnement et des sciences	Environnement/sociologie politique
Université Paris-Est Créteil	Histoire contemporaine des relations internationales	Relations internationales
Université de Rouen Normandie	Organisations politiques et sociologie électorale	Sociologie des partis et sociologie électorale
Université de Strasbourg	Sociologie politique	Généraliste
Université Versailles St Quentin	Sociologie politique, médias, espace public, réseaux sociaux	Médias/sociologie politique

IEP de Grenoble	Civilisations anglophones	Etudes aréales
IEP de Fontainebleau-Université Paris-Est Créteil	Méthodes des sciences sociales	Méthodes
Sciences po Lille	Sociologie politique de l'international	Sociologie politique
IEP de Lyon	Sociologie de l'action publique dans ses dimensions internationales et transnationales	Action publique

La diversité des profilages a eu un effet sur le profil des auditionné·es, dont le nombre est en hausse par rapport à l'année précédente : 83 auditionné·es pour 14 postes, contre 75 pour les 16 postes en 2024. Si l'on exclut les postes plus éloignés de la discipline et adossés aux sections 22 ou 11, 19 et 22, le nombre d'auditionné·es s'établit à 68, ce qui marque une augmentation par rapport aux années antérieures. En 2025, le ratio d'auditionné·es par poste est ainsi de 6,1, contre 4,5 en 2024.

Les candidat·es ont, moins que l'année dernière, été multi auditionné·es : 26 % des candidat·es sur les 12 postes rattachés à la discipline, contre 41 % en 2024 et 20 % en 2023. Lorsqu'ils et elles ont eu plusieurs auditions, ils ont généralement été sélectionnés sur deux postes. Sur les 17 multi auditionné·es, cinq ont réalisé trois auditions. La forte concentration observée les deux années précédentes sur un petit nombre de candidat·es s'est donc atténuée en 2025.

Parmi les 15 candidat·es ayant eu deux auditions, cinq ont été classé·es en première position, tandis que celles et ceux qui en ont obtenu trois n'ont pas été nommés au cours de cette campagne.

Deux statutaires ont obtenu une mutation : Marieke Louis, MCF HDR, recrutée en 2016 à l'IEP de Grenoble, puis à l'IEP de Lille en 2025, et Fabien Carrié, nommé à l'UPEC en 2020, puis à l'Université Paris Nanterre en 2025.

Établissement	Recrutés	Année de soutenance	Établissement de soutenance
Université de Brest	Léa Sénégas,	2022	Université Rennes 1
Université de Bordeaux	Agathe Piquet	2019	Paris II
Université Paris 1 -IEDES	Lola Guyot	2021	Institut universitaire européen de Florence
Université Paris 1	Lucile Quéré,	2021	Université de Lausanne
Université Paris 8	Maeva Durand,	2021	Université de Bourgogne
Université Paris 10	Fabien Carrié (mutation)	2015	Paris 10
Université Paris-Est Créteil	Clément Astruc	2022	Paris III
Université de Rouen Normandie	Pierre Nicolas Beaudot	2023	Paris II
Université de Strasbourg	Charles Thibout	2024	Paris 1

Université Versailles St Quentin	Kevyan Ghorbanzadeh	2023	Paris 1
IEP de Grenoble	Robert Ivermee	2013	University of Kent
IEP de Fontainebleau-Université Paris-Est Créteil	Ahmed Fouad el Haddad	2024	Université de Bordeaux
Sciences po Lille	Marieke Louis (mutation)	2014	Sciences po Paris
IEP de Lyon	Carla Tomazini	2016	Paris III

Si l'on se concentre sur les candidats formés en science politique, les recruté·es ont majoritairement soutenu leur thèse à Paris (7 sur 12), et deux collègues ont effectué leur doctorat à l'étranger (Institut Universitaire de Florence et Université de Lausanne). La part des universités et laboratoires de région reste marginale, ce qui invite à interroger l'éventuel renforcement des inégalités d'insertion dans l'ESR, en lien avec les disparités de moyens des établissements et laboratoires de formation, dans un contexte marqué par la désumérisation de certains laboratoires et la baisse des dotations universitaires.